

MARS 2026



POLICY BRIEF

LES BRICS 2025 : UN DOUBLE ÉLARGISSEMENT QUI CONFORTE LE LEADERSHIP DE LA CHINE

HENRI-LOUIS VÉDIE



Le premier sommet des BRICS, tenu à l'initiative de la Russie en 2009, sera suivi de 16 autres, le dernier étant celui de Rio dont les travaux se sont déroulés les 6 et 7 juillet 2025. Jusqu'en 2022, un seul élargissement est intervenu, celui accueillant l'Afrique du Sud, transformant les BRIC en BRICS. À partir de 2023, en revanche, trois sommets, ceux de 2023, 2024 et 2025, vont se solder par la transformation des BRICS en BRICS+5, accueillant 5 nouveaux pays membres, en proposant un nouveau statut d'« État partenaire », qui regroupe 9 pays.

La première partie de ce Policy Brief rappelle que cet élargissement, décidé par les BRICS, passant outre l'opposition de l'Inde et, à un degré moindre, du Brésil, s'est opéré à l'initiative de la Chine, qui n'a pas hésité à les affaiblir pour y conforter son leadership. Même constat avec les États partenaires, qui les éloignent définitivement de la ligne « O'Neillienne », privilégiant les pays les plus peuplés.

La seconde partie confirme ce leadership sur le plan économique. C'est, en effet, et toujours à l'initiative de la Chine, avec cette fois l'assentiment de l'Inde, que les BRICS vont officiellement rejeter toute initiative conduisant à la dédollarisation de l'économie mondiale, à commencer par celle d'une monnaie commune. La création de la NBD (Banque de développement estampillée BRICS) est une nouvelle occasion pour la Chine de conforter son leadership, avec la création, dans la foulée, d'une BAI % chinoise destinée aux financements des infrastructures des pays de la « Route de la soie ».

HENRI-LOUIS VÉDIE

INTRODUCTION

On doit à Jim O'Neill, économiste de Goldman Sachs, l'acronyme BRIC, dans une publication de 2001 où il s'interrogeait sur les pays attractifs pour les investisseurs internationaux.¹

Quatre pays, non membres du G7, lui semblaient alors particulièrement répondre à son interrogation : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Quatre pays ayant une population importante et un fort potentiel de croissance, ce qui les distingue des autres. Depuis, lorsqu'on évoque les BRIC, on parle du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Rien de nouveau jusqu'en 2006, où, en marge du G8, se réunissent les ministres des Affaires étrangères de ces pays, à Saint-Pétersbourg en Russie. En 2009, et toujours en Russie, mais cette fois à Ekaterinbourg, les Présidents des quatre pays décident que ces sommets seront désormais annuels. En 2011, lors du troisième sommet qui a lieu en Chine à Sanya, les BRIC deviennent BRICS, en accueillant l'Afrique du Sud. Il faudra attendre 2023/2024, suite au rejet des candidatures du Mexique, de la Turquie et de l'Algérie, pour que les BRICS accueillent cinq nouveaux membres: l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Indonésie et l'Iran. Les BRICS deviennent alors les BRICS +5. En 2024, à l'occasion du seizième sommet de Kazan, en Russie, est proposé un nouveau statut, celui d'État partenaire. Lors du sommet des BRIC+5, en 2025 à Rio de Janeiro, au Brésil, neuf États partenaires les rejoignent : Biélorussie, Bolivie, Cuba, Kazakhstan, Malaisie, Nigeria, Ouganda, Ouzbékistan et Thaïlande. Ce Policy Brief, à la fois géopolitique et économique, leur est consacré.

La première partie privilégie une approche géopolitique. Elle rappelle une longue histoire : celle de 17 sommets ininterrompus qui a commencé en 2009 et qui se poursuit jusqu'à nos jours(I). Longue histoire qui distingue trois périodes : celle des sommets fondateurs des BRIC, puis des BRICS (2009-2011) (A). Celle, ensuite, de 11 sommets avec toujours cinq pays membres, de 2012 à 2022), qui sont aussi ceux du rejet de la candidature du Mexique, de la Turquie et de l'Algérie (B).

Les trois derniers sommets (2023-2024 et 2025) sont ceux de leur élargissement et d'un nouveau statut d'État partenaire (C). Une longue histoire qui se poursuit, privilégiant leur situation en 2025 (II). Et ce, en analysant dans le détail les dix pays membres (A) et les neuf États partenaires (B) à partir de leur population, leur PIB par habitant en dollar et de leur continent ou région de rattachement.

La seconde partie privilégie l'approche économique. Elle est celle d'un bilan contrasté finissant par rejeter, après avoir fait la Une de certains sommets, la dédollarisation de l'économie mondiale ou encore la monnaie commune (I). Bilan toujours contrasté pour la NBD, la Banque de développement des BRICS, qui, à peine officialisée, est mise en concurrence avec une banque 100 % chinoise : la BAII (II), celle de la « Route de la soie ».

1. O'Neill Jim : "Building better Global Economic BRICS"; Goldman Sachs, Economic- Paper, étude 66, novembre 2011.

PREMIÈRE PARTIE

LES BRICS 2025 : 19 PAYS, MEMBRES/ PARTENAIRES

I- RETOUR SUR 17 SOMMETS ININTERROMPUS

A- Trois sommets fondateurs qui vont aboutir à la reconnaissance des BRIC, puis des BRICS

Le premier sommet des BRIC, en 2009 à l'initiative de la Russie, Medvedev étant Président et Poutine Premier ministre, accueille et réunit les Présidents de quatre pays : la Russie, pays organisateur, le Brésil, la Chine et l'Inde. Quatre pays, non membres du G7, qualifiés par Jim O'Neil comme étant particulièrement attractifs pour les investisseurs internationaux. Ce sommet est fondateur des BRIC, acronyme de Brésil, Russie, Inde et Chine. Comme on peut le remarquer, un grand absent : le continent africain. Le deuxième sommet, tenu le 16 avril 2010 à Brasilia, au Brésil, voit les BRIC associés au règlement de la question du nucléaire iranien. C'est aussi le dernier sommet BRIC, car lors du troisième sommet, à Sanya en Chine, le 14 avril 2011, les quatre BRIC acceptent, à l'initiative de la Chine, de s'élargir à l'Afrique du Sud et au continent africain. Les BRIC deviennent BRICS qui, lors de ce sommet, vont appeler à une réforme du Système monétaire international.

B- Onze sommets BRICS, sans élargissement

Le quatrième sommet, celui de mars 2012, se tient à New -Delhi, en Inde. Pour la première fois, les BRICS s'interrogent sur l'opportunité de créer une banque commune d'investissement qui serait une alternative à la Banque mondiale (BM). Le cinquième sommet, à Durban, en Afrique du Sud, qui s'est réuni les 26 et 27 mars 2013, officialise sa création ainsi que celle d'un fonds commun de devises.

Le sixième sommet, abrité par Fortaleza, au Brésil, du 14 au 16 juillet 2014, coïncide avec son inauguration. Retour en Russie, à Oufa, capitale de la république de Bachkirie, pour le septième sommet qui a eu lieu du 8 au 10 juillet 2015, réunissant les cinq dirigeants des BRICS et ceux de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Une Première. Il reviendra à la ville de Goa, en Inde, d'accueillir, les 15 et 16 octobre 2016, les travaux du huitième sommet, celui de la nécessité de réaffirmer l'unité des États membres des BRICS. La Chine reprend le relais en organisant le neuvième sommet, et ce, les 29 et 30 septembre 2017, à Xiamen. Un neuvième sommet qui est celui d'une première réflexion sur un éventuel élargissement à de nouveaux membres.

Le dixième sommet, qui s'est déroulé les 26 et 27 juillet 2018 à Johannesburg en Afrique du Sud, est celui de la participation de la Turquie en tant que présidente de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Enfin, le onzième sommet, tenu les 13 et 14 novembre 2019 à Brasilia, est l'occasion pour les BRICS de réaffirmer leur attachement au multilatéralisme, à la paix et à la sécurité, rappelant au passage la nécessité de réformer les Organisations multilatérales (OMC, ONU, FMI...).

Trois sommets, en visioconférence, pour cause de la pandémie de la Covid-19, vont clore cette longue période, sans élargissement : le douzième sommet, tenu le 17 novembre 2020, en Russie, a principalement pour thème la stabilité politique et la sécurité ; le treizième, sous la présidence de l'Inde, se déroule le 9 septembre 2021. Il fait de la coopération inter-BRICS une priorité. Enfin, le quatorzième sommet, en date du 23 juin 2022, a lieu en Chine. C'est l'occasion pour le Président Xi Jinping d'y prononcer un important discours, en présence des quatre présidents des BRICS, préconisant l'ouverture de ces derniers, leur inclusivité et une coopération " win/win ".

C- Les BRICS+5 succèdent aux BRICS

1- Le sommet de Johannesburg transforme les BRICS en BRICS+5

Ce 15^{ème} sommet est non seulement celui de l'élargissement, mais aussi d'une réflexion sur une monnaie commune et sur la dédollarisation de l'économie mondiale.

a- Un élargissement loin de faire l'unanimité

Depuis l'adhésion de l'Afrique du Sud, toutes les candidatures de pays souhaitant devenir membre des BRICS ont été rejetées : celle du Mexique, en 2013, et celle de l'Algérie, en juillet 2023, entre autres. Le rejet de la candidature de l'Algérie va, pour la première fois, être accompagné d'une note explicative. Note qui met en avant un PIB par habitant jugé trop faible par l'Inde et le Brésil, une diversification économique particulièrement modeste, ainsi qu'un PIB algérien insuffisant, coupable aussi d'être indexé sur les hydrocarbures. Mais, au-delà de ces arguties, ce sommet met en évidence deux camps qui s'opposent : les pro-élargissement, regroupant l'Afrique du Sud, la Chine et la Russie, et celui des anti-élargissement, composé de l'Inde et du Brésil, qui voient dans cet élargissement un affaiblissement et un cadeau fait à la Chine. Et ce, d'autant plus qu'un autre point à l'ordre du jour de ce sommet fait débat : celui de la dédollarisation de l'économie mondiale et d'une monnaie commune.

b- Un accord de principe pour l'adhésion de six nouveaux États

Finalement, les BRICS vont se mettre d'accord pour accueillir 6 nouveaux pays : l'Arabie saoudite, l'Argentine, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Iran. Outre les rejets de l'Algérie et du Mexique, il faut souligner le rejet de l'Indonésie, de la Turquie et du Nigeria qui vont faire les frais d'un compromis entre la Chine et l'Inde.

2- Les BRICS +5 essuient deux désistements

Le seizième sommet est celui d'un premier désistement, celui de l'Argentine, qui vient d'élire un nouveau Président, le très libéral Javier Milei. L'Argentine de Milei n'est pas celle dont la candidature a été soutenue par le Brésil du Président Lula, à savoir celle d'Alberto Fernandez, Président sortant et candidat à sa réélection battu par Milei. Et durant sa campagne, le nouveau président élu n'a cessé de dénoncer l'anti-occidentalisme et l'anti-américanisme portés par l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, et la Russie.

C'est, donc, sans surprise que le nouvel homme fort de l'Argentine décide de ne pas donner suite à cet accord de principe. Les BRICS deviennent alors les BRICS +5, et bientôt les BRICS +4, du fait que l'Arabie saoudite n'ait toujours pas formellement accepté d'adhérer.

Et plus le temps passe, plus l'adhésion officielle du Royaume wahhabite semble définitivement s'éloigner. Ce sommet est aussi celui d'un nouveau statut d'«État partenaire ». Ce nouveau statut concerne tous les pays, candidats malheureux ou non, à une demande d'adhésion antérieure. Il fait de ces pays admis des États observateurs pouvant assister aux sessions extraordinaires des sommets et aux réunions des ministres des Affaires étrangères qui les précèdent. En revanche, ces pays ne sont pas autorisés à participer au vote, réservé aux pays membres, pour choisir éventuellement d'élargir les BRICS +5 à de nouveaux pays, ou d'accepter de nouveaux États partenaires.

3- Dix-septième sommet : l'accueil de 9 États partenaires

Ce dernier sommet a connu de nombreuses absences, quatre présidents s'étant fait représenter : la Chine, avec l'absence remarquée du Président chinois Xi Jinping, une première pour ce dernier, depuis son accession à la tête de la Chine ; celles aussi de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de l'Iran, membre des BRICS +4 depuis un an. Enfin, le président Russe, Vladimir Poutine, était contraint d'y participer, en visioconférence, par suite du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale à son encontre. Ce qui ne va pas empêcher les BRICS d'accueillir un nouveau pays membre, l'Indonésie, officialisant le retour aux BRICS +5, et les 9 premiers États partenaires : Biélorussie, Bolivie, Cuba, Kazakhstan, Malaisie, Nigeria, Ouzbékistan, Ouganda et Thaïlande.

II- LES BRICS EN 2025 : 10 ÉTATS MEMBRES ET 9 PARTENAIRES, MAJORITAIREMENT ASIATIQUES

A- Dix pays membres totalisant près de 4 milliards de personnes et un PIB/habitant compris entre 1350 dollars et 45 549 dollars

Le tableau 1 regroupe ces **États membres**, en précisant leur population en millions, leur PIB par habitant en dollars et leur continent ou région de rattachement.

Tableau 1

Pays	Population en millions	PIB/habitant en dollars	Continent/Région
Afrique du Sud	64	6 377	Afrique australe
Brésil	212	10 296	Amérique du Sud
Chine	1 400	12 968	Asie du Sud- est
Russie	145	14 952	Europe
Sous-Total	3 271		
Égypte	116	3 541	Proche-Orient
ÉAU	11	45 549	Asie du Golfe
Éthiopie	132	1 350	Afrique (Corne de l'Afrique)
Indonésie	283	4 980	Asie du Sud
Iran	91	5 012	Asie du Golfe
Sous -total	633		
Total	3 904		

Source : « le bilan du monde », le Monde Hors- Série, Ed.2025.

L'analyse de ce tableau met en évidence une ligne globalement « O'Neillienne », privilégiant les États les plus peuplés, même si le choix très politique de l'Afrique du Sud est une première entorse à cette ligne et les EAU une exception.

Sur le plan économique, la prise en compte du PIB par habitant met en évidence un groupe relativement homogène des BRICS : PIB par habitant compris entre les 3 889 dollars de l'Inde et les 14 952 dollars de la Russie, trois pays dépassant les 10 000 dollars : la Russie, mais aussi le Brésil avec 10 296 dollars, et la Chine dont le PIB par habitant s'est considérablement rapproché de celui de la Russie avec 12 968 dollars.

Avec les BRICS+5, quatre des cinq nouveaux pays membres ont un PIB/habitant très faible, égal ou inférieur à 5000 dollars. Parmi eux : l'Éthiopie (1 350 dollars) ou encore l'Égypte (3 541 dollars). Quant aux EAU, ils sont à la fois, et de très loin, l'État le moins peuplé (11 millions d'habitants), avec le PIB par habitant le plus élevé des 10 pays membres : une double exception.

Sur le plan géographique, l'Asie, avec 5 États, est le continent le mieux représenté avec : l'Asie du Golfe (EAU et Iran), l'Asie de l'Est (Chine), l'Asie du Sud (Indonésie) et l'Asie du Sud-est (Inde). Vient, ensuite, l'Afrique avec deux représentants, l'Afrique du Sud (Afrique australe) et l'Éthiopie (Corne de l'Afrique).

B- Neuf États partenaires réunissant plus de 500 millions de personnes, avec un PIB/habitant compris entre 1186 dollars et 14 569 dollars

Le tableau 2 regroupe les neuf premiers États partenaires, précisant, pour chacun d'entre eux, leur rattachement géographique/Continent, Région), leur population en millions et leur PIB par habitant en dollars.

Tableau 2

Neuf États partenaires.

Pays	Population en millions	PIB/habitant en dollars	Continent
Biélorussie	9,0	8 007	Europe
Bolivie	48,2	3 919	Amérique du Sud
Cuba	11,2	9 499	Amérique centrale
Kazakhstan	20,5	14 569	Asie centrale
Malaisie	35,5	13 142	Asie du Sud-Est
Nigeria	232,0	1 637	Afrique de l'Ouest
Ouganda	50,0	1 186	Afrique de l'Est
Ouzbékistan	36,6	3 050	Asie centrale
Thaïlande	71,6	7 527	Asie du Sud-Est
Total	514,6		

Source : « Le bilan du monde » / Monde Hors – Série, Ed.2025.

Avec les États partenaires, les BRICS +5 tournent la page de la ligne « O'Neillienne ». Fini le temps de préférence aux États les plus peuplés. Désormais, ce sont 7 États sur 9 qui ont une population inférieure ou égale à 50 millions d'habitants : la Biélorussie (9ms), Cuba (11,2ms), Kazakhstan (20,5ms), Malaisie (35,5ms), Ouzbékistan (36,6 ms), Bolivie (48,2ms), Ouganda (50ms). Seules exceptions : la Thaïlande (71,6ms) et surtout le Nigeria (232ms). On notera, en revanche, l'absence du Mexique et de la Turquie. Le Mexique, plusieurs fois candidat malheureux à devenir pays membre, et la Turquie, candidate malheureuse à devenir pays membre, lors du 16^{ème} sommet de Kazan.

Des candidats au PIB par habitant modeste, voire très modeste : Ouganda (1186), Nigeria (1637), Ouzbékistan (3050), Bolivie (3919), Thaïlande (7527), Biélorussie (8007), Cuba (9499). Seuls deux pays dépassent les 10 000 dollars : la Malaisie, avec 13 142 dollars, et le Kazakhstan, avec 14 569 dollars. Ce qui laisse penser que l'accord sur les États partenaires était politique, ne reposant pas sur des bases économiques homogènes.

Enfin, la représentation géographique fait la part belle à l'Asie, représentée par le Kazakhstan (Asie centrale), la Malaisie (Asie du Sud-Est), l'Ouzbékistan (Asie centrale), la Thaïlande (Asie du Sud-Est). Viennent, ensuite, l'Amérique avec deux représentants : la Bolivie (Amérique du Nord) et Cuba (Amérique centrale) ; l'Afrique de l'Est, avec l'Ouganda et l'Europe, avec la Biélorussie.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'élargissement des BRICS -passant de 5 à 10 pays membres, accueillant avec un nouveau statut 9 États partenaires-, les éloigne définitivement de la ligne "O' Néillienne; Ligne qui avait déjà connu une première entorse avec l'accueil de l'Afrique du Sud. L'acceptation de nouveaux membres, favorables à l'Occident, comme les EAU, l'Égypte et l'Arabie saoudite le confirme. Même si l'Arabie saoudite est toujours en " stand-by ". La liste des États partenaires -un seul d'entre eux dépassant les 100 millions d'habitants (le Nigeria), sept autres ayant une population inférieure ou égale à 50 millions-, conforte cette incohérence et l'abandon quasi irréversible de cette ligne.

Cet élargissement s'est opéré avec l'accord de la Chine et à son initiative. Seule l'Inde, et à un degré moindre, l'Afrique du Sud, s'y sont opposées, sans succès. C'est en toute connaissance de cause que les Chinois l'ont souhaité et imposé. Élargissement qui affaiblit les BRICS, réduisant leur capacité d'action collective et leur cohérence stratégique, mais qui conforte le leadership politique de la Chine. Comme nous allons le voir dans la seconde partie, ce leadership politique va leur permettre de :tourner la page d'une incitation à la dédollarisation de l'économie mondiale voulue essentiellement par le Brésil, d'oublier une monnaie commune que la Chine et l'Inde, pour des raisons différentes, ne voulaient pas davantage et d'imposer, au lendemain de la création d'une Banque de développement des BRICS, la NBD, basée à Shanghai, une banque publique 100 % chinoise et basée à Pékin, la BAII, celle de « la Route de la soie ».

SECONDE PARTIE UN LEADERSHIP POLITIQUE CHINOIS IMPOSANT LE REJET DE TOUTE INCITATION À LA DÉDOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Nous avons tout d'abord privilégié dans cette étude ce qui faisait la Une des derniers sommets des BRICS, à savoir une double problématique : celle de leur participation à la dédollarisation de l'économie mondiale et d'une éventuelle monnaie commune (I). Privilégiant ensuite la création, en 2014, quasi simultanée de deux banques qui les concernent directement, la NBD (BRICS), basée à Shanghai, et indirectement, la BAII des routes de la soie, située à Pékin (II).

I- DES BRICS NON-ACTEURS DE LA DÉDOLLARISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET OPPOSÉS AU PRINCIPE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Lors des sommets en visioconférence de 2020-2021 et 2022, les BRICS vont afficher un semblant d'unité concernant la dédollarisation de l'économie mondiale, ainsi que la perspective d'une monnaie commune. Lors du dernier sommet de Rio, les masques

tombent : les BRICS, à l'exception du Brésil, rappellent officiellement que cela n'a jamais été l'objectif, ou que cela ne l'est plus. Et concernant la monnaie unique, les déclarations officielles de la Chine ou de l'Inde, la rejetant pour des raisons diverses, s'inscrivent dans la même logique.

On rappellera que la dollarisation de l'économie mondiale, longtemps contestée par les BRICS, essentiellement à l'initiative du Président brésilien Lula, doit beaucoup historiquement, directement et indirectement, aux BRICS et aux économies émergentes (A). On soulignera aussi que si la dédollarisation de l'économie mondiale est aujourd'hui une réalité, elle ne doit rien aux BRICS. Ces derniers, pour quatre d'entre eux, en 2025, rappelant, officiellement ou officieusement, qu'ils n'en n'ont jamais fait une priorité (B). Enfin, la prise de conscience d'une monnaie commune inimaginable à 5 et à fortiori à 10, son rejet officiel, de la Chine et de l'Inde, pour des raisons différentes, tournent la page de cette problématique, et pour longtemps (C).

A- Une dollarisation de l'économie mondiale contestée par ses propres initiateurs

Si les échanges mondiaux s'effectuent aujourd'hui à hauteur de 58 à 60 % en dollars, c'était, avant l'euro, de l'ordre de 80 %. La dollarisation de l'économie mondiale est donc incontestable, comme l'est également un mouvement de dédollarisation qui n'a pas attendu le Président Lula pour se mettre en marche. Pour autant, dans un passé récent, celui de l'avant et de l'après euro, ce sont les pays émergents, dont les BRICS, qui ont le plus contribué à la dollarisation de l'économie mondiale. De nombreux exemples en témoignent. Nous nous contenterons ici d'en rappeler quatre : l'utilisation en pleine guerre froide du dollar comme monnaie de référence de facturation des échanges par les économies émergentes, celui d'un prix officiel du baril de Brent en dollars, celui, toujours de la Chine, et de ses excédents commerciaux considérables en dollars, celui, enfin, de BRICS n'ayant guère montré d'intérêt pour l'euro.

En pleine guerre froide, l'Union soviétique communiste et un grand nombre de pays émergents, non seulement souhaitaient être payés en dollars pour leurs exportations, mais l'exigeaient. On peut en comprendre la raison. Le dollar était la monnaie de réserve internationale incontestable, et ces pays avaient besoin de devises et de devises fortes pour payer leurs importations. Le dollar était alors la meilleure d'entre elles, loin devant la livre sterling, autre alternative. Pour autant, leur comportement va favoriser incontestablement la dollarisation de l'économie mondiale.

Le choix fait par l'OPEP, dès sa création à Bagdad en 1960, de faire du dollar la monnaie officielle de facturation du baril de Brent. Ce qui va contribuer aussi à la dollarisation de l'économie mondiale. Et ce n'est pas l'élargissement à OPEP + en 2016 qui va changer la règle ; bien au contraire, le prix officiel d'un baril de Brent étant toujours officiellement exprimé en dollar américain.

Des réserves de change chinoises de l'ordre de 3,340 milliards de dollars, aujourd'hui placées pour une partie importante d'entre elles (800 millions de dollars) en bons du Trésor américain. C'est considérable. Ceci explique pourquoi la Chine n'a jamais appelé à la dédollarisation de l'économie mondiale qui, si elle se concrétisait, affaiblirait son cours, entraînant « de facto » une moins-value de ses réserves de change chinoises.

Des BRICS qui n'ont jamais montré un réel intérêt pour l'euro. Euro qui, pourtant, représentait la seule alternative crédible pour des pays qui entendaient contester un monde dominé par le dollar américain. Et si la dédollarisation de l'économie mondiale est aujourd'hui une réalité, on le doit à l'Euro, et nullement aux BRICS.

B- Des BRICS qui ne font plus de la dédollarisation de l'économie un objectif

Le dernier sommet des BRICS à Rio de Janeiro, au pays de Lula, est particulièrement éclairant. Dans la déclaration finale dudit sommet, en 126 points, il n'est nulle part fait mention de la dédollarisation, et pas davantage d'éventuelles initiatives pouvant affaiblir et réduire la place du dollar dans l'économie mondiale. Seule allusion indirecte à cette problématique, celle de Lula, concernant une monnaie de réserve commune. En revanche, les quatre autres présidents des BRICS, ceux de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud ont tenu à rappeler, sans ambiguïté, leur volonté d'être spectateurs et non acteurs d'une éventuelle dédollarisation de l'économie mondiale.

Dès 2024, à l'occasion d'une réunion publique organisée par le Kremlin fin octobre, au lendemain du sommet de Kazan, et deux jours après la réélection de Trump, Vladimir Poutine tenait à rappeler : « nous n'avons pas cherché à abandonner le dollar et nous ne cherchons pas à le faire », et à affirmer « nos propositions ne visent pas à lutter contre le dollar ». (Source : réunion du Club de discussion de Valdäi, <http://kremlin.ru/events/président/news/75521>). Déclaration habile, car il est incontestable, historiquement, que ce sont les sanctions des Occidentaux à son égard qui vont le conduire à se tourner vers le Yuan. Rappelons, cependant, que cette position est récente, novembre 2024, et fait oublier certains discours antérieurs favorables à la participation des BRICS à la dédollarisation de l'économie mondiale.

L'Inde ne s'est jamais exprimée publiquement sur la problématique d'une monnaie commune ou de la dédollarisation. On sait, cependant, qu'au cours de négociations internes aux BRICS, elle a toujours eu, concernant une éventuelle monnaie commune, la même ligne : celle de son rejet. Et à la veille du dernier sommet de Rio, ce qui était alors officieux devient officiel. Et les récentes représailles tarifaires de Trump, en 2025, ne vont pas pour autant conduire les autorités indiennes à se déclarer en faveur d'une monnaie commune qui, si elle avait été acceptée par les BRICS, leur aurait permis d'être un acteur de la dédollarisation.

La Chine, compte tenu de l'importance de ces réserves de change en dollars, a toujours été très prudente, voire très réservée à l'encontre de la dédollarisation de l'économie mondiale. Et cela n'est en aucune façon un choix politique mais un arbitrage « macro-financier » assumé, prenant en compte les conséquences d'un modèle de développement privilégiant la mondialisation et les exportations.

En Afrique du Sud, lors du sommet des BRICS de 2025, à Johannesburg, les responsables financiers du pays font campagne contre la dédollarisation de l'économie mondiale. En mars 2025, l'ambassadeur sud-africain aux États-Unis, Ebrahim Rasool, met officiellement en garde les BRICS, rappelant que « nous devons éviter la dédollarisation, telles que les actions qui font un pied de nez aux États-Unis. Même la Chine ne parle plus de dédollarisation, et la Russie encore moins. Non seulement c'est théâtral, mais ce n'est ni pratique ni viable sur le plan économique. Et le simple fait d'en parler pourrait entraîner des mesures punitives immédiates ». Source : <https://www.youtube.com/watch?>

C- Une monnaie commune, politiquement impossible à Cinq

Depuis leurs derniers sommets en distanciel, ceux de la visioconférence, le thème récurrent des BRICS a été celui de la mise en place d'une monnaie commune, première étape vers une éventuelle monnaie unique. Cela répondait, à l'époque, à la volonté du moment, plus officieuse que réelle, de réduire l'hégémonie du dollar sur les marchés financiers et monétaires internationaux. En 2025, comme nous venons de le souligner, la question de la dédollarisation de l'économie mondiale n'est plus la priorité, étant même rejetée officiellement par quatre des cinq membres des BRICS. Reste la problématique d'une monnaie commune. Nous rappellerons que c'est une utopie récurrente brésilienne (1), oubliant que, depuis Bretton-Woods, rien n'est imposé concernant la monnaie de facturation (2), qu'il est toujours préférable de facturer en devise forte (3), et que cette monnaie commune est rejetée, pour des raisons différentes, par la Chine et l'Inde (4).

1- Une utopie brésilienne

On doit au Président Lula une constance : celle de rêver d'une monnaie commune, impossible à 5 et inimaginable à 10. En avril 2023, quelques mois avant le sommet de Johannesburg, le Président brésilien déclarait « être en faveur de la création au sein des BRICS d'une monnaie d'échange entre nos pays, tout comme l'ont fait les Européens en créant l'euro ». Une telle hypothèse est inimaginable pour les BRICS, méconnaissant le long chemin semé d'embûches qu'il a fallu aux Européens pour y parvenir.

Rappelons qu'une monnaie unique, de type Euro, suppose de satisfaire à des critères de convergence à définir, prenant en compte les taux d'inflation et d'endettement des pays membres des BRICS. Ce qui conduirait, après acceptation, à l'abandon de leurs monnaies nationales. Inimaginable pour la Chine, à moins que cela soit le Yuan. Mais dans ce cas cela ne serait pas une monnaie de type Euro qui suppose l'abandon des monnaies nationales. La Chine est-elle prête à sacrifier le Yuan ? La réponse est dans la question. Rappelons également que les banques centrales des cinq pays membres des BRICS ont des statuts différents. En Chine et en Russie, par exemple, elles sont sous tutelle étatique, ce qui n'est pas le cas de l'Afrique du Sud, du Brésil ou encore de l'Inde où elles sont indépendantes du pouvoir politique. Quel système privilégier alors ?

Lors du sommet de Paris de 2023, consacré à un nouveau pacte financier, le même Président Lula propose aux pays de facturer leurs échanges dans leurs monnaies respectives, en posant une double question : « Pourquoi le Brésil et l'Argentine commercent-ils en dollars ? Pourquoi alors ne pas le faire dans nos propres devises ? »

2- Paiement en monnaie partenaire, tierce et en troc : une liberté jamais remise en cause depuis Bretton-Woods

Revenons sur cette deuxième question. Si le Président Lula souhaite échanger avec l'Argentine dans sa propre monnaie et/ou dans la monnaie de son partenaire, rien ne l'empêche. Depuis Bretton-Woods, un pays peut toujours choisir sa monnaie de facturation, dès l'instant où l'autre partie commerciale l'accepte. Ce qu'il y a de surprenant dans la déclaration de Lula c'est qu'elle intervient quelques semaines avant un accord signé entre Pékin et Brasilia, précisant l'utilisation de leurs monnaies nationales dans le cadre de leurs échanges commerciaux.

3- Pour les économies émergentes Il est préférable de choisir une devise forte

La théorie économique permet de répondre à la première question. Avec le choix de la monnaie de facturation, on peut toujours choisir une monnaie tierce, comme le dollar ou le Yuan, ou même le troc. Pour des pays à monnaie faible, comme le sont le Real brésilien ou le Peso argentin, il n'est guère recommandé de choisir l'une de ces deux monnaies, surtout dans des contrats à terme où le risque de change est beaucoup plus important si on facture en devise faible. Raisonnement inverse pour le dollar, l'euro et désormais le yuan. Ce qui explique pourquoi le Brésil et l'Argentine facturent en dollar, mais aussi pourquoi beaucoup d'échanges inter BRICS se font en Yuan. C'est le cas pour les échanges entre la Chine et la Russie.

4- Refus d'une monnaie commune par la Chine et l'Inde

Des cinq pays membres des BRICS, la seule monnaie commune possible était et est toujours le Yuan/Renminbi chinois. Encore faudrait-il qu'il soit accepté par tous les pays membres des BRICS. Ce qui est loin d'être le cas : pas question pour l'Inde de l'accepter, et aujourd'hui la Chine n'en fait pas une priorité.

La position constante de l'Inde a toujours été celle du rejet de l'élargissement et d'une monnaie commune qui, à supposer qu'on l'accepte, ne pourrait être que le Yuan. Ni la roupie indienne, encore moins le rouble, le réal brésilien ou le rand sud-africain, n'étaient en mesure de proposer une alternative à l'e-yuan. De plus, une monnaie commune des BRICS supposait l'accord de la Chine et de l'Inde. En refusant l'élargissement, l'Inde avait parfaitement anticipé qu'il ne pouvait être que favorable à la Chine. Ce qu'il a été. En revanche, elle s'est toujours opposée à une monnaie commune chinoise qui ne pouvait que renforcer un leadership chinois déjà conforté par l'élargissement. Ce qu'il a été. Ce qui n'était pas, en revanche, nécessairement attendu, c'est le refus par la Chine d'accompagner cet élargissement d'une monnaie commune.

Le refus de la Chine, c'est celui tout d'abord d'un constat : celui d'un Yuan/Renminbi qui devient, sans être monnaie commune des BRICS, progressivement et sûrement, une monnaie à statut international. Désormais, c'est une des cinq monnaies reconnues pour les remboursements au Fonds monétaire international (FMI) avec des crédits chinois à l'étranger, en forte augmentation (source FMI). Ce sont, ensuite, les effets pervers qu'une monnaie commune chinoise BRICS aurait sur la politique monétaire et commerciale chinoise. Effet pervers sur la politique monétaire, car cette monnaie commune entraînerait une perte de contrôle des autorités chinoises sur les mouvements transfrontaliers de capitaux, entraînant le retour aux flux financiers illicites des années 2010. Effet pervers sur la politique commerciale, car être monnaie de réserve officielle, ce qu'elle serait de facto en devenant monnaie commune des BRICS, a un prix : celui, accepté par les États-Unis, d'avoir une balance commerciale structurellement déficitaire. La Chine est-elle prête à l'accepter ? La réponse est non parce que le modèle de développement chinois, comme d'ailleurs celui de l'Inde, privilégie les exportations. Effet pervers, enfin, concernant ce que l'on a appelé le dumping monétaire chinois, à savoir un taux de change géré administrativement par l'autorité politique et non par l'évolution du rapport offre/demande. Ce qui a permis, lorsque les coûts salariaux augmentent, de dévaluer administrativement le Yuan pour annuler cette augmentation. Ce dumping monétaire, en cas de monnaie commune chinoise, serait bien sûr plus possible.

II- CRÉATION DE DEUX BANQUES : UNE BRICS ET UNE CHINOISE

Depuis leur premier Sommet, les BRIC vont appeler à une réforme en profondeur du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Deux institutions, différentes mais complémentaires, qui n'ont pas pris, ou refusé de prendre en compte leur évolution. Fondées en 1944 par 44 pays, elles en regroupent aujourd'hui environ 190, sans en avoir pour autant modifié leur gouvernance. Ce qui a conduit les pays émergents à dénoncer des recommandations conditionnant leurs aides, les favorisant au détriment des populations locales des pays émergents qui en font la demande. C'est donc sans surprise qu'est créée la NBD en juillet 2014, suivie dans la foulée de la création de la BAI, ce qui l'est davantage. Deux banques inséparables, deux institutions multilatérales de développement qui vont se révéler être au cœur de la stratégie d'investissement chinoise.

A- Une nouvelle Banque de développement BRICS

La "New Development Bank" (banque de développement des BRICS) a été créée le 14 juillet 2014, en se dotant en même temps d'un fonds de réserves de contingence, le CRA / Contingency Reserve Arrangement ". Fonds qui devait permettre aux pays membres des BRICS, à court de devises, de pouvoir se les procurer. Si elle est basée à Shanghai, elle a aussi une représentation en Afrique du Sud. Son objectif est double : avec le CRA celui d'aider les pays membres en cas de chocs financiers éventuels ; avec la NBD participer au financement de leur développement, particulièrement de leurs infrastructures.

Cette Banque et son fonds sont dotés, chacun, de 100 milliards de dollars. Concernant la Banque, cette dotation se fait en deux temps, les cinq pays membres étant chaque fois mis à contribution à hauteur de 5 milliards. Cette parité n'a pas été reprise pour le CRA : la Chine en étant de loin le premier contributeur, avec 41 milliards de dollars, suivie du Brésil, de la Russie et de l'Inde, à hauteur de 18 milliards de dollars, et de l'Afrique du Sud pour 5 milliards. Concernant son capital, les statuts prévoient qu'il ne peut descendre en dessous de 55 %. Ce qui représente une disponibilité réelle de 45 milliards pour un capital de 100 milliards.

La gouvernance de cette banque est assurée par un Conseil des gouverneurs, un conseil d'administration, des vice-président(e)s et d'un (e) Président(e). Son président, ou sa présidente, est élu (e) par rotation et par les membres fondateurs. L'actuelle Présidente est brésilienne : Dilma Rousseff. Aucun des pays membres ne dispose d'un droit de veto, les décisions sont prises à la majorité simple. En 2025, la NBD compte 9 membres, cinq membres fondateurs et quatre nouveaux membres : le Bangladesh et les EAU depuis 2021 ; l'Égypte depuis 2023 et l'Algérie. Si l'Égypte et les EAU sont désormais membres des BRICS, tel n'est pas le cas du Bangladesh et de l'Algérie. On peut donc ne pas être membre des BRICS et être coopté par la NBD.

B- La Banque asiatique pour les infrastructures, la BII chinoise

La Banque asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII), dont l'acronyme anglais est AIIB, est évoquée une première fois en octobre 2013, à l'occasion de la visite du président chinois Xi Jinping en Indonésie. Il faudra attendre un an pour qu'elle se concrétise, cinq mois après la création de la NBD. Son objectif : proposer des institutions financières

internationales non dépendantes directement des États-Unis. L'échec de la réforme, acceptée par Barack Obama et refusée par un congrès républicain, va permettre à la BAI de connaître un succès immédiat. Si 21 pays signent, en octobre 2014, un mémorandum d'entente lors de son lancement, ils seront 57 à en être membres fondateurs, à la date butoir du 31 mars 2015. Parmi eux, un certain nombre d'États européens. En septembre 2015, elle compte 105 pays membres, dont, bien sûr, les 57 membres fondateurs. Parmi ces 105, les BRICS et les BRICS+5, 5 États partenaires : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et la Thaïlande, en 2016 ; la Malaisie, en 2017, et la Biélorussie, en 2020. Il faut aussi rappeler les absents : outre quatre États partenaires (Bolivie, Cuba, Nigeria, Ouganda), on notera celle des États-Unis et du Mexique.

Rappelons que si les États-Unis ont de facto un droit de veto au FMI et à la Banque mondiale, ce que certains appellent une minorité d'influence. Dans la pratique, elle se révèle à géométrie variable. On rappellera à ce sujet certains projets, notamment ceux liés à l'Iran, où Washington l'utilisait, dans un premier temps, l'oubliant, ensuite, lors du vote final par le Conseil d'administration de la Banque mondiale. Et si la gouvernance de la BAI reste à déterminer, aucun pays, y compris la Chine, n'y dispose d'un droit de veto. En revanche, la Chine y défend un partage entre 75 % de ses membres asiatiques et 25 % de non asiatiques. Banque 100 % chinoise, dépendant de la banque centrale de Pékin, la BAI propose les mêmes financements que la BND, à partir de ressources différentes. Créée après elle, il apparaît difficile de nier qu'elle est également une concurrente.

C- Une NBD qui renforce la BAI

Une étude d'Éric Toussaint, publiée le 28 octobre 2025,² permet de comparer les différents prêteurs, à l'échelle mondiale et en volume sur la période 2016-2023. Le tableau 3 les reprend, regroupant : les mouvements du CRA, de la NBD, de la BAI, de la Banque asiatique de Développement³, de la Banque mondiale, du FMI et des Banques publiques chinoises⁴.

2. Toussaint Éric : « La Nouvelle banque de développement et le Fonds monétaire des BRICS constituent-ils une alternative aux institutions de Bretton-Woods ? » Source :<https://www.cadtm.org>, CADTM du 28 octobre 2025.

3. La Banque asiatique de Développement (BAD) a été créée le 22 août 1966, pour soutenir le développement économique et social des pays d'Asie et du pacifique, dont les principaux bailleurs de fonds sont les États-Unis et le Japon.

4. Les banques publiques chinoises sont sous l'autorité de la Banque centrale. Les principales d'entre elles sont la Banque agricole, la Banque de Chine, la Banque des Communications, la Citic-Group, la Banque de construction ; la Banque de développement, la Banque d'exportation et d'importation, la Banque Huaxia, la Banque industrielle et commerciale, la Banque populaire, la Banque Postale.

Tableau 3

Crédits octroyés par la NBD, le CRA, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les Banques publiques chinoises, en Mds de dollars, entre 2016-2023.

Banque	NBD	CRA	AIIB	BAD	BM	FMI	Banques publiques chinoises
Prêts (Mds)	30	0	50	180	50	350-400	700-1050

Source : Toussaint Éric.

L'analyse de ce tableau fait ressortir que sur la période, la Chine a plus utilisé l'AIIB que la NBD, et que le CRA n'a toujours pas été sollicité depuis sa création. Autre constat, en créant la BAI dans la foulée de la NBD, offrant aux pays en développement la même alternative que celle de la Banque mondiale et du FMI, elle affaiblit, en toute connaissance de cause, la NBD. Ce qui confirme, pour nous, que si la Chine devait choisir entre les BRICS, les BRICS+5, d'une part, et les routes de la soie, d'autre part, priorité serait donnée aux routes de la soie. Chine, comme le montre l'analyse de ce tableau, qui n'entend pas privilégier la NBD, prêtant via ses banques publiques, de 23 fois plus (fourchette basse) à 35 fois plus (fourchette haute) que celle de la NBD.⁵

Sur le plan financier, la NBD profite d'abord à la BAI, même si elle demeure la banque des BRICS, pouvant par ailleurs prétendre aussi à des financements BAI. Cependant, la NBD a un avantage, non financier, par rapport à la BAI : celui de proposer des prêts, sans exigences politiques ou économiques alignées sur ce que l'on a appelé le consensus de Washington. Si son activité demeure modeste, son potentiel d'expansion est important, conforté depuis 2023 par de nouveaux champs d'intervention /transition énergétique, infrastructures vertes etc et par les nouveaux et futurs États partenaires.

Conclusion de la seconde partie

L'approche économique rappelle l'importance des sommets de la pandémie 2020-2021-2022 en visioconférence, et des sommets post-covid 2023-2024 et 2025. Ces trois derniers sommets vont aboutir, à l'initiative de la Chine et avec le soutien de l'Inde, au rejet officiel de toute action visant à la dédollarisation de l'économie mondiale et à l'abandon d'une réflexion portant sur une monnaie commune. Ce qui conforte son leadership, sans monnaie commune. Le seul acceptable par l'Inde et soutenu "in fine" par l'Afrique et la Russie. Si la création d'une nouvelle banque de développement estampillée BRICS n'est pas une surprise, ce qui l'est en revanche c'est la création dans la foulée de la BAI qui a été imposée par la Chine. Ce qui fait de la NBD une banque au service des BRICS, certes, mais aussi et de façon prioritaire, au bénéfice du financement des infrastructures de la « route de la soie ».

5. Fourchette basse de l'estimation 700/30 =29 ; fourchette haute 1050/30=35.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les BRICS 2025, sous leadership chinois, ont définitivement tourné la page « O’Neillienne » des BRIC, privilégiant l’importance de la population des pays membres. Désormais, les BRICS et les BRICS+5 ont des démographies et des économies particulièrement contrastées.

La Chine doit faire face au vieillissement de sa population, alors que la démographie indienne continue de croître à un rythme exponentiel. La Russie est confrontée à une natalité en baisse récurrente, assortie d’un taux de mortalité anormalement élevé. Le Brésil connaît en 2024 un taux de fécondité des plus préoccupants, de l’ordre de 1,63. Enfin, si l’Afrique du Sud continue à percevoir les bénéfices d’une croissance démographique élevée (1,65 % en 2023), elle doit aujourd’hui faire face à des taux de chômage et de mortalité très élevés. Et ce n’est pas l’accueil des 5 nouveaux pays membres qui améliore la situation.

Les approches géopolitique et économique ont mis en évidence des priorités, le plus souvent divergentes, voire conflictuelles, sur lesquelles la Chine va s’appuyer pour construire, puis imposer un leadership qu’aucun des autres membres des BRICS, et encore moins des BRICS +5, ne pouvait lui contester. Appliquant l’adage bien connu « Diviser pour régner », la Chine aura été à l’origine de tous les élargissements : celui des BRIC aux BRICS, soutenant la candidature de l’Afrique du Sud ; celui des BRICS aux BRICS+5, accueillant 5 nouveaux pays membres, dont les EAU ; celui de l’accueil de 9 États partenaires, dont deux États africains parmi les plus pauvres de la Planète : l’Ouganda et le Nigeria. En 2025, cet élargissement permet à la Chine de tourner la page d’une monnaie commune. Monnaie commune, dont l’Inde ne voulait pas, rappelant au passage qu’elle n’avait jamais souhaité, pour causes rappelées dans cette étude, la dédollarisation de l’économie mondiale. Enfin, en imposant aux BRICS une banque sous son contrôle, la BAI, la Chine rappelle que les « Routes de la soie » sont sa priorité.

BIBLIOGRAPHIE

- **Allard J.C.** : « les BRICS, de l'économie vers la construction d'un monde multipolaire ». Conflits , 23 août 2023.
- **Delcourt L.**(sous la direction de) : « BRICS+ : une alternative pour le Sud global? . Points de vie du sud » . Alternatives du Sud, Ed. Syllepse 2024.
- **Deconstanza T.** : « Des BRIC aux BRICS+ :comment passer d'un simple acronyme à un partenariat capable de renverser l'ordre mondial en 25 ans ? » . Skema Think Tank Publica ,18 juin 2024.
- **Duggan N.,Hooijmaaijers B., Rewizorski M.,Arapova E.** "The BRICS , Global Governance and Challenges for South-South Cooperation in a Post- Western World". International Political Science Review :43(4) 469-480 , 2022.
- **Enjeux.info** : « La NBD et la BAII, deux institutions multilatérales de développement au cœur de la stratégie d'investissement chinoise ».14 août 2015.
- **Kumar R.** : « BRICS : quelles sont les origines de ce groupe ? », Le Point 24 août 2023.
- **Le Monde Diplomatique** : « Des non-alignés aux BRICS, le Sud existe-t-il ? », Manière de voir, numéro 195 de juin-juillet 2024.
- **Liu Z.Z. ; Papa M .** " Can BRICS de-dollarize the global financial system ? ". Oxford University Press, 2022.
- **Mounier-Kuhn A.** « De BRICS et de BROOC ». Le Monde Diplomatique, Manière de voir, numéro 195 de juin-juillet 2024.
- **O'Neill J .** : "Building Better Global Economic BRICs ". Goldman Sachs, Global Economic Paper, numéro 66, 30 novembre 2001.
- **Thibault H.** : « La Chine pousse à l'élargissement des BRICS pour légitimer sa vision d'un nouvel ordre économique mondial », le Monde 22 octobre 2024.
- **Tournebise A .** :« Élargissement des BRICS : une OPEP sans dollar ?». Économie et Politique, Numéro 832-833, 29 décembre 2023.
- **Toussaint E.**: « La Nouvelle Banque de Développement, le Fonds monétaire des BRICS constituent-ils une alternative aux institutions de Bretton-Woods ? » <https://www.cadtm.org>. CADTM du 28 octobre 2025.
- **Vedie H.L.**

« Sommet de Johannesburg : vers l'élargissement et une monnaie commune pour les BRICS ? ». Policy Brief 31/23, août 2023.Policy Center for the New South.

« L'élargissement des BRICS : contraire à son unité, profitable à la Chine ». Actes du 63^{ème} Congrès de l'AIELF. Sofia, 27-29 mai 2024. Communication reprise dans les actes publiés du colloque « Faits et théorie, face à l'instabilité en économie et gestion ». AIELF / New Bulgarian- University . Ed. 257-268.

VERMA R . ;PAPA M. BRICS amidst India-China Rivalry. Global Policy,12 :509-513, 2021.

À PROPOS DE L'AUTEUR



HENRI-LOUIS VÉDIE

Docteur d'état en sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris). Auteur d'une quinzaine d'ouvrage, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

The Policy Center for the New South (PCNS) is a Moroccan think tank aiming to contribute to the improvement of economic and social public policies that challenge Morocco and the rest of Africa as integral parts of the global South.

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. [Lire plus](#)

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

